



Autorité concédante

**Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier
Centre Administratif André Bénéch
191 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER cedex 5**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Etabli en application des articles L 1121-1, L 1121-3, L3100-1 à L3137-5 et
R3111-1 à R3135-10
Du Code de la commande publique
Relatifs aux concessions de services**

N° Affaire : 25A0215

Objet de la consultation :

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION
ET EXPLOITATION DE CAFETERIAS/POINTS PRESSE ET DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES D'ALIMENTATION POUR LE CHU DE MONTPELLIER -
CH DE LUNEL – CH DE CLERMONT L'HERAULT**

INFORMATIONS ESSENTIELLES DE LA PROCEDURE

Date limite de réception des candidatures	30 janvier 2026 à 12 h 00
Mode de remise des plis	Par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE : https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2836029&orgAcronyme=x7c Les conseils sur l'utilisation de la plateforme sont en Annexe 1 du présent règlement de la consultation
Jugement des candidatures	Article 12.7
Dossier de candidature	Liste des pièces à fournir : article 12.1
Visites	Oui Uniquement pour les candidats admis à déposer une offre Article 9.6
Echanges avec l'administration	Tous les échanges auront lieu par voie électronique via la plateforme PLACE Les candidats doivent impérativement renseigner une adresse courriel valide lors de leur inscription sur la plateforme afin de recevoir les différents courriers et notifications.
Valeur estimée pour la durée totale de la concession	Lot 1 : 23 000 000 € HT Lot 2 : 2 000 000 € HT Lot 3 : 245 000 € HT Lot 4 : 40 000 € HT



TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1	AUTORITE CONCEDANTE	5
ARTICLE 1.1	NOM ET ADRESSE DE L'AUTORITE CONCEDANTE	5
ARTICLE 1.2	TYPE D'AUTORITE CONCEDANTE.....	5
ARTICLE 1.3	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
ARTICLE 2	OBJET DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 3	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4	PROCEDURE ET FORME DU CONTRAT	6
ARTICLE 5	DECOMPOSITION EN LOTS.....	6
ARTICLE 6	DUREE DU CONTRAT	8
ARTICLE 6	REGIME FINANCIER DU CONTRAT	8
ARTICLE 7	SOUS-CONCESSION	10
ARTICLE 8	REPRISE DU PERSONNEL	10
ARTICLE 9	ORGANISATION GENERALE.....	11
ARTICLE 9.1	TYPE DE PROCEDURE	11
ARTICLE 9.2	DELAI DE VALIDITE DES PLIS	12
ARTICLE 9.3	ÉTAPES DE LA PROCEDURE	12
ARTICLE 9.4	LISTE DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	13
ARTICLE 9.5	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	14
ARTICLE 9.6	VISITES DES SITE.....	14
ARTICLE 10	CONDITIONS DE LA PROCEDURE.....	15
ARTICLE 10.1	FORME JURIDIQUE DES CANDIDATS.....	15
ARTICLE 10.2	VARIANTES.....	15
ARTICLE 10.3	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES.....	16
ARTICLE 10.4	MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	16
ARTICLE 11	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	17
ARTICLE 11.1	LANGUE ET UNITE MONETAIRE	17
ARTICLE 11.2	PRESENTATION DES PLIS.....	17
ARTICLE 12	PHASE CANDIDATURES.....	18
ARTICLE 12.1	PIECES DE CANDIDATURE.....	18
ARTICLE 12.2	CAPACITE FINANCIERE	19
ARTICLE 12.3	CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE.....	20
ARTICLE 12.4	CAPACITE ET APTITUDES D'OPERATEURS TIERS	20
ARTICLE 12.5	CANDIDATURE INCOMPLETE.....	20
ARTICLE 12.6	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION	20
ARTICLE 12.7	SELECTION DES CANDIDATURES	20
ARTICLE 12.8	INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS ET RETENUS POUR PARTICIPER A LA PHASE OFFRE	



ARTICLE 12.9	DATE ET HEURE DE REMISE DES PLIS	22
ARTICLE 12.10	CHANGEMENT DE SITUATION D'UN CANDIDAT.....	23
ARTICLE 13	PHASE OFFRES.....	23
13.1	COMPOSITION DE L'OFFRE INITIALE, OFFRE NEGOCIEE ET FINALE.....	23
13.2	CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES	23
13.3	Examen des offres et élimination des offres non conformes	29
13.4	INVITATION AUX NEGOCIATIONS	30
13.5	REMISE DE L'OFFRE FINALE	30
13.6	ATTRIBUTION	30
ARTICLE 14	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	30
ARTICLE 15	ABANDON DE PROCEDURE.....	31
ARTICLE 16	RECOURS CONTENTIEUX	31
ARTICLE 16.1	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	31
ARTICLE 16.2	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX.....	32



ARTICLE 4 PROCEDURE ET FORME DU CONTRAT

La présente consultation est soumise au droit commun des concessions.

La concession de service est définie par l'article L1121-1 du code de la commande publique.

Cette concession emporte occupation du domaine public, conformément à l'article L3132-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 DECOMPOSITION EN LOTS

Les prestations, objet de la consultation sont alloties ainsi :

- Lot 1 : Exploitation de cafétérias / points presse et distributeurs du CHU de Montpellier

Site Lapeyronie (ce site bénéficie d'un espace brasserie exploitable au R+1)

- Hopital Lapeyronie
371 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 Montpellier Cedex 5

Site Arnaud de Villeneuve

- Hopital Arnaud de Villeneuve
371 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 Montpellier Cedex 5

Site Gui de Chauliac

- Hôpital Gui de Chauliac
80 avenue Augustin Fliche
34295 Montpellier Cedex 5

Site St Eloi

- Hôpital St Eloi
80 avenue Augustin Fliche
34295 Montpellier Cedex 5

Site Institut de Formation aux Métiers de la Santé (espace préparation – cuisson)

- Institut de Formation aux Métiers de la Santé (IFMS)
1146 avenue du Père Soulas
3295 Montpellier Cedex 5

Le titulaire aura également en charge 19 distributeurs automatiques: le choix d'intégrer 19 distributeurs automatiques au lot n°1 dédié aux cafétérias répond à une double logique :

- Assurer la cohérence d'exploitation et la qualité du service sur les zones communes



- Maintenir l'équilibre économique du lot cafétéria, dont les coûts d'exploitation sont significatifs.
Ce regroupement permet également de limiter les interfaces entre opérateurs et de garantir la continuité du service pour les usagers.

Les distributeurs sont implantés comme suit :

- Hôpital Arnaud de Villeneuve : 5 distributeurs automatiques
- Hôpital Gui de Chauliac : 5 distributeurs automatiques
- Hôpital Lapeyronie (RDC) : 5 distributeurs automatiques (2 boissons chaudes, 2 mixtes et 1 boissons fraîches) le tout situé au RDC
- Institut de Formation aux Métiers de la Santé : 4 distributeurs automatiques

En annexe 2.A au projet de contrat : présentation synthétique des cafétérias

- **Lot 2 : Mise à disposition et exploitation de distributeurs de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CHU de Montpellier (44 distributeurs)**

La liste et le positionnement des distributeurs est disponible en annexe 3c – Lot 2 du projet de contrat.

- **Lot 3 : Mise à disposition et exploitation de distributeurs de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CH de Lunel (7 distributeurs)**

Le titulaire aura à gérer les distributeurs suivants :

- 1 distributeur à café sur République
- 1 distributeur à café et 1 distributeur "boissons /friandises" (Bâtiment Brunel)
- 2 distributeurs à café et 2 distributeurs à "boissons /friandises" au pôle santé

Il est précisé que le CH va construire un nouveau bâtiment sur une parcelle adjacente au site du pôle de santé de Lunel.

Ce bâtiment comprendra 156 lits d'hébergement de personnes âgées dépendantes, un accueil de jour, les services supports (restauration, blanchisserie relai, administration, service technique, magasin central, locaux administratifs, de logistique et du personnel nécessaires au fonctionnement de l'ensemble).

La réception est prévue fin 2026 début 2027. Les bâtiments Brunel et République ne seront plus exploités à cette date.

Il est prévu un emplacement pour 3 distributeurs sur le pôle gériatrie :

- 2 distributeurs à café et 1 distributeur "boissons /friandises" sur le pôle gériatrie

Les distributeurs installés sur le pôle santé resteront inchangés :

- 2 distributeurs à café et 2 distributeurs à "boissons /friandises" au pôle santé



- **Lot 4 : Mise à disposition et exploitation de distributeurs de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CH de Clermont l'Hérault (4 distributeurs)**

Le titulaire aura à gérer les distributeurs suivants :

- 2 distributeurs de boissons chaudes à l'accueil
- 2 distributeurs de snacks à l'accueil

ARTICLE 6 DUREE DU CONTRAT

Les contrats seront conclus pour une durée de 7 ans, à compter du 20 avril 2026 ou de leur date de notification si elle est postérieure.

Conformément à l'article R.3114-2 du code de la commande publique, cette durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le prestataire afin qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service (modification du revêtement des sols et murs par exemple), y compris le retour des capitaux investis.

La durée du contrat pourra faire l'objet d'un point de négociation.

ARTICLE 6 REGIME FINANCIER DU CONTRAT

Le concessionnaire tirera sa rémunération de l'exploitation du service.

Il percevra ainsi les recettes tarifaires perçues sur les usagers du service.

Le Concessionnaire assumera l'ensemble des charges résultant des missions qui lui sont confiées au titre du contrat.

Le Concessionnaire supportera ainsi intégralement l'aléa de la réalisation et de l'exploitation et les risques en découlant, pendant la durée du contrat.

Le régime financier du contrat comprendra ainsi les éléments suivants :

6-1 – Dépôt de garantie

Pour l'exploitation des cafétérias / points presses et distributeurs associés (19), afin de garantir son engagement, le preneur sera tenu de déposer, sous 10 jours après son entrée dans les lieux, auprès du Trésorier Principal du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier, un dépôt de garantie équivalent au paiement de deux redevances mensuelles.

En cas de non-constitution du dépôt de garantie dans le délai imparti, l'autorité concédante pourra prononcer la résiliation du contrat aux torts du concessionnaire

L'autorité concédante peut faire appel en tout ou partie au dépôt de garantie après mise en demeure restée sans effet pour

- le paiement des redevances, pénalités ou sommes dues
- la réparation des dégradations imputables au concessionnaire



En cas de mobilisation partielle ou totale du dépôt de garantie, le concessionnaire est tenu de le reconstituer dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'appel à garantie.

A l'expiration du présent contrat, le dépôt de garantie sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Etablissement, pour autant que le preneur aura rempli l'intégralité de ses obligations.

Un délai de trois mois à compter du jour de la venue à terme du contrat est ménagé au Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier pour délivrer cette mainlevée.

Il n'est pas demandé de dépôt de garantie pour l'activité de distribution automatique.

6-2 –Redevance fixe mensuelle

6-2-1 : Pour le lot 1 : Cafétérias

La mise à disposition des locaux est soumise au versement d'une redevance fixe mensuelle comprenant :

- la mise à disposition du local
- les frais résultant de l'utilisation des différents fluides d'énergie nécessaires au fonctionnement de l'activité commerciale

Le preneur prendra en charge toutes les formalités nécessaires à l'attribution d'une ligne téléphonique extérieure, ainsi que le paiement direct de l'abonnement et des communications téléphoniques.

Le candidat proposera une redevance fixe mensuelle pour l'ensemble des cafétérias et points presse.

La redevance sera payée à terme échu. Le prestataire recevra tous les trimestres un titre de recettes à régler dans le mois à compter de sa réception.

6-2-2 : Pour les lots 1 - 2 – 3 - 4 : Distributeurs automatiques

Au titre de la participation aux frais de fonctionnement des appareils (électricité, eau) une redevance fixe mensuelle par distributeur installé sera exigée qui ne pourra être inférieure à 45 € TTC.

La redevance sera payée à terme échu. Le prestataire recevra tous les trimestres un titre de recettes à régler dans le mois à compter de sa réception.

6-3 – Contribution sur chiffre d'affaires (redevance variable trimestrielle)

Une contribution sur le chiffre d'affaires est due par le prestataire pour l'ensemble des lots.

Cette contribution sera calculée à partir du chiffre d'affaires HT réalisé sur le trimestre écoulé par application des pourcentages proposés par activité dans l'annexe au contrat d'engagement (BPU).

Le concessionnaire communiquera à l'autorité concédante un relevé trimestriel du chiffre d'affaires détaillé par type de prestations réalisés et du volume de consommation, dans le mois suivant la fin du trimestre.



Le prestataire recevra tous les trimestres un titre de recettes, à régler dans le mois à compter de sa réception.

En annexes 4 et 5 au règlement de la consultation, la synthèse des recettes réalisées pour l'ensemble des lots.

ARTICLE 7 SOUS-CONCESSION

Conformément à l'article L.3134-1 du Code de la commande publique, le concessionnaire peut confier à des tiers une part des prestations faisant l'objet du contrat de concession.

Le Concessionnaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

La sous-concession ne peut porter en tout état de cause que sur une partie et non sur l'ensemble du service faisant l'objet du présent contrat.

Le Concessionnaire ne peut sous-concéder la mission de coordination des différentes prestations. Il demeure l'unique interlocuteur du Concédant et garant de la globalité des engagements de performance.

Le Concessionnaire ne peut sous-concéder une partie de sa mission à un tiers sans l'accord préalable et exprès du délégant.

Au stade de la remise des offres, la demande de sous-concession doit comprendre les éléments suivants :

- l'identification des prestations que le concessionnaire envisage de sous-concéder ;
- les garanties économiques et financières, techniques et professionnelles présentées par le sous-concessionnaire en vue d'assurer le bon fonctionnement des missions qui lui sont confiées ;
- l'engagement par le sous-concessionnaire d'exécuter toutes les obligations de service imposées par le contrat de concession ;
- l'acceptation par le sous-concessionnaire d'un contrôle identique à celui auquel est soumis le concessionnaire, selon les modalités prévues par le contrat de concession.

ARTICLE 8 REPRISE DU PERSONNEL

La présente consultation est soumise à la reprise du personnel pour le lot 1.

L'article L. 1224-1 du Code du Travail, aux termes duquel « lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ».



Le principe de reprise du personnel, posé par l'article L.1224-1 du Code du Travail, est celui de la continuité des contrats en cours.

En annexe 2C au projet de contrat, pour le lot 1, la liste des personnels en fonction sur les différentes cafétérias.

ARTICLE 9 ORGANISATION GENERALE

ARTICLE 9.1 TYPE DE PROCEDURE

La procédure choisie est une concession de service en application des articles L 1121-1, L 1121-3 L3100-1 à L3137-5 et R3111-1 à R3135-10

La procédure est restreinte et se déroule ainsi en deux temps :

Phase 1 : candidatures

Les candidats sont invités à déposer leur dossier de candidature avant la date limite de remise des candidatures indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation et dans l'avis de concession.

Ce dossier sera composé des pièces listées à l'article 12.1 du présent règlement de la consultation.

Après analyse des candidatures au regard des critères de sélection prévus par le présent règlement de la consultation, maximum trois candidats présentant les meilleures capacités seront invités à participer à la phase suivante (offres), sauf si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur. Dans ce cas l'autorité concédante peut poursuivre la procédure avec deux candidats ou un seul candidat ou déclarer la procédure sans suite.

Phase 2 : offres

Les candidats sélectionnés seront invités à retirer un dossier de consultation des entreprises, conformément à l'article R.3122-9 du Code de la commande publique et à remettre un dossier contenant les pièces de leur offre, telles que listées à l'article 13.1 du présent règlement, dans le délai qui sera indiqué dans le courrier d'invitation à présenter une offre.

La phase offres comportera à minima :

ETAPE	DESCRIPTIF	SOUSSIONNAIRES PARTICIPANTS
1.	Remise des offres initiales	Tous les candidats sélectionnés (max.3)
<p>Important : Les offres initiales ayant obtenu, en application des critères de notation, une note globale inférieure à 30/100 seront éliminées. Le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) ne sera(ont) pas admis à participer à la suite de la procédure et sera(ont) directement évincé(s).</p> <p>Les candidats classés en 1^{ère} et 2^e position de ce classement initial participeront aux étapes suivantes de la procédure sous réserve de l'obtention d'une note supérieure à 30/100.</p>		
2.	<p>Phase de négociations, qui pourra comporter une ou plusieurs réunions de négociation, organisées par thématique ou générales. L'autorité concédante se réserve le droit d'organiser autant de réunions par phase de négociation qu'il jugera nécessaire, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de transparence. Ainsi, l'ensemble des soumissionnaires admis à participer à la phase sera informé des modalités de la négociation. Tous les soumissionnaires admis à participer à la phase participeront au même nombre de réunions. Les candidats ne participant pas aux réunions de négociation auxquelles ils sont invités seront éliminés.</p>	Les deux premiers soumissionnaires du classement initial (max.2)
3	Remise de l'offre finale	

ARTICLE 9.2 DELAI DE VALIDITE DES PLIS

Le délai de validité des candidatures est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des candidatures sur la page de garde du présent règlement.

Le délai de validité des offres initiales est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres initiales.

Le délai de validité de l'offre finale est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 9.3 ÉTAPES DE LA PROCEDURE

9.3.1 SELECTION DES CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE (PHASE CANDIDATURES)

La phase candidatures se déroule selon les étapes suivantes :

- La date et l'heure limites de remise des candidatures sont fixées en page de garde du présent document.
- Les candidatures reçues hors délai sont automatiquement éliminées. Les candidatures reçues au plus tard à la date et à l'heure limites sont, quant à elles, ouvertes par les services de l'autorité concédante.
- Le CHU de Montpellier établit la liste des candidats admis à présenter une offre initiale en fonction du classement des candidatures (élimination des candidatures irrecevables puis rejet des candidatures des opérateurs économiques classés au-delà du nombre maximal de trois (3) candidats admis à participer à la suite de la procédure).
- Les opérateurs économiques dont la candidature n'est pas retenue en sont informés.



La date de la visite sera communiquée dans le dossier offre.

A l'issue de la visite susmentionnée, les candidats admis à présenter une offre initiale seront autorisés à effectuer une 2^{ème} visite afin de procéder à des relevés sur place qui leur seraient utiles pour répondre aux objectifs formulés dans le contrat de concession et rédiger leur offre, à l'exception des tests destructifs ou tout relevés qui risqueraient d'entraver le bon fonctionnement du CHU de Montpellier.

Les candidats concernés devront préalablement obtenir l'autorisation du CHU de Montpellier et, le cas échéant, convenir des dates, horaires et modalités auprès de la Direction des Achats (04 67 33 21 36 – ou à l'adresse courriel : s-cuisset@chu-montpellier.fr).

ARTICLE 10 CONDITIONS DE LA PROCEDURE

ARTICLE 10.1 FORME JURIDIQUE DES CANDIDATS

Les candidats peuvent se présenter seuls ou constituer un groupement d'opérateurs économiques.

L'opérateur économique est donc libre du choix de sa forme juridique. Toutefois en vertu de l'article R.3123-10 du Code de la commande publique, l'autorité concédante exigera de l'attributaire constitué sous la forme d'un groupement de prendre la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire pour la raison suivante : en cas de défaillance d'un co-traitant, le mandataire doit se substituer à lui pour garantir l'exécution du contrat et permettre ainsi d'assurer la continuité de service.

Les groupements devront rester intangibles durant toute la durée de la consultation.

ARTICLE 10.2 VARIANTES



Les variantes par rapport au contenu du projet de contrat de concession sont autorisées sous réserve de respecter les caractéristiques essentielles du contrat de concession.

En tout état de cause, les candidats devront respecter les conditions et caractéristiques minimales suivantes :

- Objet du contrat
- Périmètre géographique du contrat
- Sort des biens mobiliers ou immobiliers en fin de contrat (lot 1)
- Les conditions minimales d'exploitation du service :
 - horaires et jours minimaux d'ouverture obligatoires (lot 1),
 - les produits de référence, les produits interdits, la confection de plats chauds (lot 1), la gestion des déchets, les exigences sanitaires et réglementaires, les conditions financières minimales (redevance fixe et variable), les assurances obligatoires,

Les variantes pourront notamment porter sur :

- Durée du contrat
- Tarification
- Offre de service permettant une restauration accessible 24h/24 – 7j/7

Le soumissionnaire doit obligatoirement, sous peine d'irrégularité de son offre :

- (i) Faire apparaître de manière explicite les modifications proposées dans le projet de contrat de concession
- (ii) Joindre en annexe une note de versions de contrat faisant apparaître la liste exhaustive des modifications proposées et les raisons et justifications de ces modifications.

ARTICLE 10.3 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

ARTICLE 10.4 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le CHU de Montpellier se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, des modifications au dossier de consultation des entreprises. Celles-ci seront alors communiquées à l'ensemble des candidats/soumissionnaires, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des candidatures et/ou des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.



- **Une déclaration sur l'honneur** attestant:

1° Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles [L. 3123-1](#) à [L. 3123-14](#);

2° Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles [L. 3123-18](#), [L. 3123-19](#) et [L. 3123-21](#) et dans les conditions fixées aux articles [R. 3123-1](#) à [R. 3123-8](#), sont exacts.

- L'annexe 3 au RC « Tableau candidature » dûment complété (annexe 3 – Lot 1 Tableau candidature à compléter par le candidat » pour le lot 1 et
- L'annexe 3 au RC « Tableau candidature » dûment complété (annexe 3 – Lots 2 3 4 Tableau candidature à compléter par le candidat pour les lots 2 à 4 avec indication du ou des lots sur le(s)quel(s) le candidat postule
- **Pouvoir de signature de la personne habilitée**

Les attestations ou certificats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même contrat de concession.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation de l'autorité concédante.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il devra produire les pièces relatives à ces intervenants, visées au présent article ci-dessus.

Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet ou ces intervenants pour l'exécution du présent marché par un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Il est précisé, que dans ce cas, si le candidat est admis à remettre une offre, il devra obligatoirement transmettre, lors du dépôt de son offre, un acte de sous-traitance.

ARTICLE 12.2 CAPACITE FINANCIERE

L'analyse se fera à partir des éléments renseignés dans l'Annexe 3 du Règlement de la consultation.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'autorité concédante, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen équivalent.



- **Critères de sélection des candidatures :**

Capacité et qualité des entreprises appréciées en fonction des critères suivants :

1	Références	35%
2	Moyens humains	35%
3	Capacités financières	30%

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront jugées sur l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants. (Sous réserve, dans ce dernier cas, de la remise par le candidat, en cas de sous-traitance annoncée dans son dossier de candidature, d'un engagement écrit du ou des sous-traitants.)

Conformément aux articles L3123-2 et 3, R3123-17 et 18 les éléments et attestations justifiant que le candidat ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché sont transmis au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

En cas de sous-traitance, les candidats doivent transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivantes :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- La cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP ;

En outre, le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'autorité concédante dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.



LOT 1 : CAFETERIAS ET DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES ASSOCIES

CRITERES	PONDERATION
CRITERE 1 : PRIX apprécié au regard des éléments suivants :	55%
Sous critère 1 : PART FIXE : REDEVANCE FIXE MENSUELLE POUR L'ENSEMBLE DES CAFETERIAS	20 %
Sous critère 2 : PART FIXE : REDEVANCE FIXE MENSUELLE POUR LES 19 DISTRIBUTEURS	5 %
Sous critère 3 : PART VARIABLE : REDEVANCE VARIABLE EN % SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRE REALISE POUR L'ENSEMBLE DES CAFETERIAS ET DISTRIBUTEURS ASSOCIES (19)	55 %
Sous critère 4 : TARIF DES PRODUITS PROPOSES AUX USAGERS (BPU)	10 %
Sous critère 5 : REMISE POUR LE PERSONNEL HOSPITALIER	10 %
CRITERE 2 QUALITE DE L'OFFRE TECHNIQUE ET DE SERVICE apprécié à partir du cadre de réponse	40%
Sous critère 1 : Proposition d'implantation et de mise en service des espaces cafétérias	30
Sous critère 2 : Proposition d'implantation et de mise en service des 19 distributeurs automatiques	5
Sous critère 3 : Modalités d'exploitation des cafétérias et distributeurs automatiques	55
Sous critère 4 : Diversité des produits proposés	10
CRITERE 3 PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	5%

Les offres seront analysées au regard des critères de jugement suivants :

CRITERE 1 : PRIX

Sous critères 1 et 2 : PART FIXE : Redevance fixe mensuelle pour l'ensemble des cafétérias/des 19 distributeurs

Ces sous critères seront analysés au regard du montant en € TTC des redevances fixes renseigné dans l'annexe financière : BPU.

La note de chaque sous critère sera calculée de la manière suivante :

Valeur de la redevance proposée par le candidat / valeur de la redevance la plus élevée proposée
x pondération du sous critère

Sous critère 3 : PART VARIABLE : % du chiffre d'affaires reversé

Ce sous critère sera analysé au regard du pourcentage de redevance variable applicable par catégorie (annexe financière : annexe 3 B - BPU) selon le précédent chiffre d'affaires 2024 renseigné en annexe 4 au RC



Sous critère 3 : Modalités d'exploitation des cafétérias et distributeurs automatiques

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1A – cadre de réponse Lot 1.

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère.

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note technique maximale pouvant être obtenue (5) x pondération du sous critère

Sous critère 4 : Diversité la diversité des produits proposés

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1A – cadre de réponse Lot 1

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note maximale pouvant être obtenue x pondération du sous critère

Calcul de la note du critère « Qualité de l'offre technique et de service » : $40 \times \text{Somme des notes pondérées de chaque sous-critère} / \text{Note maximum pouvant être obtenue (100)}$

CRITERE 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère.

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note technique maximale pouvant être obtenue (5) x pondération du sous critère

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.



Sous critère 3 : REMISE CONSENTIE AUX AGENTS DES ETABLISSEMENTS

Ce sous critère sera analysé selon la formule suivante :

% proposé par le candidat / % le plus élevé x coefficient de pondération du sous critère

Sous critère 4 : TARIF DES PRODUITS PROPOSES AUX USAGERS

Ce sous critère sera analysé au regard du montant TTC des simulations réalisées sur la base des tarifs des produits renseignés dans l'annexe financière : BPU.

Calcul de la note du critère prix : $55 \times \text{Somme des notes pondérées de chaque sous-critère} / \text{Note maximum pouvant être obtenue (100)}$

CRITERE 2 : QUALITE DE L'OFFRE TECHNIQUE ET DE SERVICE

Sous critère 1 : Proposition d'implantation et mise en service des distributeurs automatiques

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1B – cadre de réponse Lots 2 – 3 - 4.

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère.

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note technique maximale pouvant être obtenue (5) x pondération du sous critère

Sous critère 2 : Approvisionnement des distributeurs automatiques

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1B – cadre de réponse Lots 2 – 3 - 4.

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note maximale pouvant être obtenue x pondération du sous critère

Sous critère 3 : Maintenance et entretien

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1B – cadre de réponse Lots 2 – 3 - 4.

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note maximale pouvant être obtenue x pondération du sous critère



Sous critère 4 : Diversité des produits proposés

Ce sous critère sera apprécié à partir des informations communiquées par le candidat sur l'annexe 1B – cadre de réponse Lots 2 – 3 -4.

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note maximale pouvant être obtenue x pondération du sous critère

Calcul de la note du critère « Qualité de l'offre technique et de service » : $40 \times \text{Somme des notes pondérées de chaque sous-critère} / \text{Note maximum pouvant être obtenue (100)}$

CRITERE 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Une note de 1 à 5 sera attribuée au sous critère.

La note attribuée sera calculée de la manière suivante :

Note technique du candidat / note technique maximale pouvant être obtenue (5) x pondération du sous critère

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

13.3 EXAMEN DES OFFRES ET ELIMINATION DES OFFRES NON CONFORMES

Conformément aux articles L.3124-2 à 4 du Code de la commande publique, au cours de la procédure, le CHU de MONTPELLIER pourra écarter, sans les classer, les offres irrégulières ou inappropriées.

- Une offre est irrégulière lorsqu'elle ne respecte pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.
- Une offre est inappropriée lorsqu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modifications substantielles, de répondre aux besoins et aux exigences de l'autorité concédante spécifiés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière peut être régularisée en cours des négociations dans la mesure où elle n'aboutit pas à une offre entièrement nouvelle.



13.4 INVITATION AUX NEGOCIATIONS

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant en application des critères de notation des offres énoncés par le présent règlement. Cette notation donnera lieu à un premier classement provisoire des offres.

Sous réserve des conditions ci-dessous, les soumissionnaires classés en 1^{ère} et 2^e position seront invités à participer aux négociations. Le soumissionnaire classé en 3^{ème} position sera informé qu'il n'est pas admis à négocier.

La ou les offre(s) ayant obtenu une note globale inférieure à 30/100 points seront éliminées et ne figureront pas dans le classement.

Un courrier sera envoyé au(x) soumissionnaire(s) afin de formaliser les modalités de la négociation (points de négociation, compléments d'information, heures et lieu d'un (ou des) éventuel(s) rendez-vous avec l'acheteur...).

La négociation pourra porter sur tous les points, sans modifier l'objet de la concession, les conditions et caractéristiques minimales indiquées à l'article 10.2 du présent document, ni porter sur critères d'attribution.

Au cours de la négociation, le soumissionnaire concerné peut être invité à compléter ou à régulariser son offre.

Conformément aux dispositions de l'article 9.3.3, l'autorité concédante se réserve le droit de ne pas négocier avec les candidats admis à présenter une offre et d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

13.5 REMISE DE L'OFFRE FINALE

Lorsque l'autorité concédante estime que la négociation arrive à son terme, elle informe les candidats, ayant participé aux négociations de la clôture de celles-ci, via la plate-forme de dématérialisation et les invite, par courrier, à remettre leur offre finale, dans le délai indiqué dans ledit courrier.

En cas de non-respect du délai, le soumissionnaire concerné sera éliminé.

L'offre finale devra impérativement comporter un document faisant apparaître les améliorations intégrées depuis l'offre initiale et la dernière offre négociée.

13.6 ATTRIBUTION

L'attributaire pressenti devra compléter, dater et signer de préférence électroniquement, à défaut manuscritement, la version définitive du contrat de concession, dans un délai de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre de notification de l'attribution.

Faute de respecter ce délai, l'autorité concédante attribuera la concession au soumissionnaire dont l'offre finale a été classée en seconde position.

ARTICLE 14 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats et soumissionnaires adressent leur demande de renseignements



complémentaires via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>, onglet « Question »).

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

- Pour la phase candidatures :

Les questions devront parvenir au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

L'autorité concédante devra répondre au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

L'autorité concédante ne répondra pendant cette phase à aucune question relative à la phase offres.

- Pour la phase offres :

Les questions devront parvenir au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

L'autorité concédante devra répondre au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Pour les 2 phases, par souci d'équité toute question posée par voie téléphonique ne recevra aucune réponse.

ARTICLE 15 ABANDON DE PROCEDURE

Le CHU de Montpellier se réserve le droit de mettre fin à la consultation à tout moment de la procédure, pour un motif d'intérêt général. Les candidats/soumissionnaires en seront informés.

Les candidats/soumissionnaires, y compris le concessionnaire pressenti ne pourront prétendre à aucune indemnisation ou dédommagement spécifique au titre de l'abandon de la consultation.

ARTICLE 16 RECOURS CONTENTIEUX

ARTICLE 16.1 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

Tribunal administratif de Montpellier

6, rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.



ARTICLE 16.2 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

Le Référé pré-contractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative) avant la signature du contrat.

Le Référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative) après la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article R. 551-7 du CJA.

Le Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la date à laquelle l'acheteur a effectué les mesures de publicité du contrat.

Le Recours pour excès de pouvoir, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérécours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>